

Gouvernement du Sénégal
SEN / 97 / 003

**Ministère de l'Economie,
des Finances et du Plan**

**Programme des Nations Unies
pour le Développement (PNUD)**

**PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(PELCP)**

SOUS PROGRAMME 2

« AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS »

RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL

DECEMBRE 1999

Direction des Collectivités Locales (MINT)

SOMMAIRE

I	RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS	p.5
II	RESUME ET CONCLUSIONS	p.6-9
III	ACTIVITES REALISEES	p.10
3.1	AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS DANS LES QUARTIERS DEFAVORISES	
3.1.1	Elaboration des outils de planification	p.11
-	Plan de Développement Communal de Guinaw Rails	
-	Plan de Restructuration de Guinaw Rails	
-	Plan de Développement Communal de St Louis	
3.1.2.	Sécurité urbaine à Guinaw Rails	p.12
3.1.3.	Micro Réalisations à Guinaw Rails	p.13
3.1.4.	Programme renforcement prévention VIH SIDA	p.13
3.1.5.	Filet de sécurité	p.15
3.2	DEVELOPPEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION, D'ORGANISATION ET DE GESTION DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE (OCB) ET DES ORGANISATIONS SOCIO PROFESSIONNELLES (OSP).	
3.2.1	Structuration	p.15
3.2.2	Programme de formation des OCB et OSP	p.15
3.2.3	Appui financier destiné aux OCB et OSP	p.15
3.3	RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ELUS LOCAUX EN MATIERE DE GESTION DES COLLECTIVITES	
3.3.1	Formation élus locaux	p.16
3.3.2	Formation Agents municipaux	p.16
3.3.3	Elaboration des PRDI	p.16-17
3.3.4	Programmes spéciaux (kael et Kéniaba)	p.17-18

IV ACTIVITES EN COURS D'EXECUTION

- 4.1 AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS** P.20
- 4.1.1 Elaboration des Plans de Développement de Quartiers à Tambacounda et à Diourbel P.21
 - 4.1.2 Etude de restructuration de Guinaw Rails P.21
 - 4.1.3 Sécurité Urbaine P.21
- 4.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES D'INTERVENTION DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE (OCB) ET ORGANISATIONS SOCIO PROFESSIONNELLES (OSP)**
- 4.2.1 Programme de formation des jeunes artisans P.21
- 4.3 RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ELUS LOCAUX EN MATIERE DE GESTION DES COLLECTIVITES** P.22
- 4.3.1. Poursuite du processus d'élaboration PRDI de Diourbel et Tambacounda P.22
 - 4.3.2 Restitution du Programme d'Urgence de Kaël P.22
 - 4.3.3 Elaboration d'un guide simplifié à l'usage des élus locaux P.22

V. SUIVI BUDGETAIRE

- 5.1 Commentaires des états de suivi budgétaire P.25
- 5.2 Recommandations P.26

Titre : SOUS PROGRAMME 2 - AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS

Rappel des objectifs et résultats attendus

Objectif 1 : Amélioration des conditions de vie des populations dans les Quartiers défavorisés

- **Résultat n°1 :** Plans de développement des quartiers les plus pauvres élaborés et lancés
- **Résultat n°2 :** Plans de développement rural, ruraux et de restructuration élaborés et mis en œuvre par les communes de l'ouest, du Centre, du Nord et du Sud
- **Résultat n°3 :** Des centres de formation pour les opérateurs qualifiés pour la réalisation des projets de VIH SIDA élaboré et exécuté

Objectif 2 : Développement des associations et de l'organisation et de la gestion des organisations de base

1^{ère} PARTIE

- **Résultat n°1 :** Associations et structures de base créées et opérationnelles

RAPPEL DES OBJECTIFS ET RESULTATS

Objectif 3 : Renforcement des capacités des élus locaux en matière de gestion des collectivités

- **Résultat n°1 :** Elus locaux sensibilisés et formés pour mieux piloter le développement local
- **Résultat n°2 :** Services techniques des communes restructurés à l'échelle Territoriale
- **Résultat n°3 :** Outils de gestion des collectivités adaptés et disponibles au service des élus
- **Résultat n°4 :** Conseil d'Administration des communes de l'ouest et du Centre-Midi

L'approche technique du S.I. a été mise en œuvre par l'Administration des Centres de Vie des Femmes (ACV) du Programme d'Appui à la Santé de la Maternité (PASM) a été progressivement mise en place à partir de l'année 1997. L'expert Sociologue a rejoint l'équipe à la fin-mai 1999. L'installation des centres de dépouillements de travail n'a été effectuée qu'en mai-juin 1999. Avant l'arrivée de l'expert, le Sous-Comité de Pilotage du Sous-Programme 2 qui devait valider le programme de travail des activités est constitué en :

- La mise à niveau des données sociologiques, les objectifs et résultats contenus dans le Document d'Appui au Programme (DAP)
- L'élaboration du programme de travail pour l'année 1999 et la budgétisation
- La concertation avec les partenaires du Programme tant au niveau de Dakar que sur les sites d'intervention afin de consolider, avoir une meilleure appréciation de la situation de chaque site et parfois d'affiner certaines lignes du programme de travail, en particulier dans les compétences régionales.
- La collecte de documentation et d'informations relatives aux domaines de travail du Sous-Programme.

Les trois objectifs immédiats du programme ont été mis en œuvre de façon concertée. Le rythme de réalisation a été adapté selon les contraintes imposées par l'approche participative et l'existence de certaines lignes d'activités où les délais inclus par les procédures administratives sont plus longs.

2^{ème} PARTIE

- Le volet « appui institutionnel » a été mis en œuvre en raison de l'existence des collectivités décentralisées et de la nécessité de disposer de cadres administratifs et techniques des partenaires au développement. Si à Saint-Pierre les services existants et les services existants ont été

RESUME ET CONCLUSIONS

imprimée dans les documents de référence. L'absence d'une communication intéressante pouvant être faite par les autorités de la ville de Saint-Pierre de maîtrise d'ouvrage, des personnes impliquées dans le processus de mise à profit dans les communes de Saint-Pierre et de Saint-Jacques.

- Les aspects « activités » ont été mis en œuvre en raison de la nécessité de la population est la plus défavorisée. Les besoins de la population de la ville de Saint-Pierre ont été pris en compte dans le cadre du budgetaire affecté à la ville de Saint-Pierre. Les besoins de la population de la ville de Saint-Pierre ont été pris en compte dans le cadre du budgetaire affecté à la ville de Saint-Pierre. L'analyse de leurs besoins et de leurs attentes, susceptibles de garantir leur capacité à entreprendre, a été effectuée. Les besoins de la population de la ville de Saint-Pierre ont été pris en compte dans le cadre du budgetaire affecté à la ville de Saint-Pierre. L'analyse de leurs besoins et de leurs attentes, susceptibles de garantir leur capacité à entreprendre, a été effectuée. Les besoins de la population de la ville de Saint-Pierre ont été pris en compte dans le cadre du budgetaire affecté à la ville de Saint-Pierre. L'analyse de leurs besoins et de leurs attentes, susceptibles de garantir leur capacité à entreprendre, a été effectuée.

Le séminaire de concertation a été organisé le 15 mai 1999, à l'issue de ce séminaire, les activités du S.I. ont été mises en œuvre de façon concertée.

partenariat, en vue de la mise en œuvre des actions d'appui institutionnel, de formation et de micro finance à travers la stratégie du faire faire.

Il a été organisé par le SP2, les 19 et 20 juillet 1999, à l'hôtel Savana de Dakar, et a regroupé 70 participants (Administration, Bailleurs de fonds et ONG intervenant ou susceptibles de le faire à Guinaw Rails dans les domaines d'activité du SP2). Une vingtaine d'ONG était représentée à ce séminaire qui a permis d'échanger sur les stratégies d'intervention du SP2 et de définir un cadre de partenariat avec les ONG pour la mise en place des activités d'appui institutionnel et d'appui aux OCB, notamment pour la micro finance, la formation des OCB et des élus locaux, les micro réalisations et les filets de sécurité.

Il convient d'ailleurs de noter que certains protocoles d'accord et contrats de louage de services avec les ONG ayant participé à ce séminaire ont été signés. Il s'agit de Aide et Action pour la réhabilitation des écoles de Oumar Dia Diouf et Baraque, et AJED pour l'assainissement du site de « Gorée » à Guinaw Rails. D'autres protocoles de partenariat et / ou contrats de louage de services sont en cours de signature. Il s'agit de protocole avec :

- ENDA, d'un montant de 6.783.000 FCFA, pour l'actualisation du Plan Local de Développement de Guinaw Rails,
- ASACASE, d'un montant de 50.000.000 FCFA, pour le financement des projets des Organisations Communautaires de Base (OCB) à Guinaw Rails et à Diourbel
- CCIADL, d'un montant de 15.070.000 FCFA, pour le montage de conseils de quartier, l'élaboration de PDQ et l'identification des besoins de formation des OCB à Saint-Louis

En raison de la gravité de la situation de pauvreté des deux (2) sites ruraux (Kéniaba à Tamba et Kaël à Diourbel), les autorités régionales de Tambacounda et de Diourbel ont sollicité le Sous Programme 2 pour un appui à l'élaboration de Programmes d'Investissement d'Urgence (PIU).

A Guinaw Rails, le Sous Programme 2 développe plusieurs activités de nature à jeter les bases du développement économique et social :

- Plan local de développement, dont l'élaboration va démarrer prochainement
- Programme de restructuration
- Appui pour l'accès au crédit de la Mutuelle,
- Assistance et conseils au Comité de Coordination pour le Développement de Guinaw Rails (CCDGR) pour sa réorganisation en vue d'intégrer la méthode participative à l'élaboration du Plan Local de Développement
- Paquet de micro réalisations en cours de concrétisation (rénovation d'écoles, assainissement).

Le renforcement de la capacité des élus locaux en matière de gestion des collectivités est en cours par la formation, après identification des besoins suite à une enquête exhaustive.

partenariat, en vue de la mise en œuvre des actions d'appui institutionnel, de formation et de micro finance à travers la stratégie du faire faire.

Il a été organisé par le SP2, les 19 et 20 juillet 1999, à l'hôtel Savana de Dakar, et a regroupé 70 participants (Administration, Bailleurs de fonds et ONG intervenant ou susceptibles de le faire à Guinaw Rails dans les domaines d'activité du SP2). Une vingtaine d'ONG était représentée à ce séminaire qui a permis d'échanger sur les stratégies d'intervention du SP2 et de définir un cadre de partenariat avec les ONG pour la mise en place des activités d'appui institutionnel et d'appui aux OCB, notamment pour la micro finance, la formation des OCB et des élus locaux, les micro réalisations et les filets de sécurité.

Il convient d'ailleurs de noter que certains protocoles d'accord et contrats de louage de services avec les ONG ayant participé à ce séminaire ont été signés. Il s'agit de **Aide et Action** pour la réhabilitation des écoles de Oumar Dia Diouf et Baraque, et **AJED** pour l'assainissement du site de « Gorée » à Guinaw Rails. D'autres protocoles de partenariat et / ou contrats de louage de services sont en cours de signature. Il s'agit de protocole avec :

- **ENDA**, d'un montant de 6.783.000 FCFA, pour l'actualisation du Plan Local de Développement de Guinaw Rails,
- **ASACASE**, d'un montant de 50.000.000 FCFA, pour le financement des projets des Organisations Communautaires de Base (OCB) à Guinaw Rails et à Diourbel
- **CCIADL**, d'un montant de 15.070.000 FCFA, pour le montage de conseils de quartier, l'élaboration de PDQ et l'identification des besoins de formation des OCB à Saint-Louis

En raison de la gravité de la situation de pauvreté des deux (2) sites ruraux (Kéniaba à Tamba et Kaël à Diourbel), les autorités régionales de Tambacounda et de Diourbel ont sollicité le Sous Programme 2 pour un appui à l'élaboration de Programmes d'Investissement d'Urgence (PIU).

A Guinaw Rails, le Sous Programme 2 développe plusieurs activités de nature à jeter les bases du développement économique et social :

- Plan local de développement, dont l'élaboration va démarrer prochainement
- Programme de restructuration
- Appui pour l'accès au crédit de la Mutuelle,
- Assistance et conseils au Comité de Coordination pour le Développement de Guinaw Rails (CCDGR) pour sa réorganisation en vue d'intégrer la méthode participative à l'élaboration du Plan Local de Développement
- Paquet de micro réalisations en cours de concrétisation (rénovation d'écoles, assainissement).

Le renforcement de la capacité des élus locaux en matière de gestion des collectivités est en cours par la formation, après identification des besoins suite à une enquête exhaustive.

D'autres activités à caractère social et pour lesquelles l'expérience accumulée est limitée (sécurité urbaine et filets de sécurité) sont en cours d'exécution, notamment à Guinaw Rails, à une cadence lente mais satisfaisante compte tenu de la nouveauté de ces domaines.

L'établissement des plans de développement des quartiers (PDQ) les plus pauvres par l'équipe technique du Sous Programme a été réalisée dans deux quartiers dont un dans la commune de Tambacounda (Gourel Djadji) et un dans la commune de Diourbel (Ndayane).

Le choix de ces quartiers a été effectué lors des concertations avec les autorités municipales, les OCB et les personnes ressources. En ce qui concerne Saint-Louis, dont la Mairie s'est dotée d'une agence d'exécution, cet exercice sera confié à la CCIADL qui a déjà identifié les quartiers considérés comme pauvres (Eaux Claires, Diaminar et Khor).

Eu égard à la faiblesse des moyens financiers du Sous Programme 2 comparé à la forte demande de la population des sites d'intervention, une grande partie du temps de travail est consacrée à des contacts et concertations avec de nombreux intervenants susceptibles d'amplifier l'impact de notre intervention par la mise en commun des synergies, afin d'établir des cadres de partenariat sur la base de protocoles d'accord.

- l'identification et l'analyse des besoins prioritaires des organisations communautaires de base (OCB)
- la mise en place d'un mécanisme de financement des OCB.

Le montant global du contrat, d'une durée de 7 mois, se chiffre à **15.070.000 FCFA**, non compris les fonds nécessaires à une ligne de crédit « micro finance » en faveur des OCB.

A Tambacounda et Diourbel

Le choix des sites d'intervention a déjà été opérés par les autorités municipales. Il s'agit de Mboudaye, Gourel Djadji, Tamba Soce 1 et 2, Kothiariding et Camp Navétane à Tambacounda et Ndayane à Diourbel. Une mission de l'équipe du SP2 a déjà entamé l'élaboration du PDQ de Gourel Djadji dans la commune de Tambacounda. Il en sera de même pour Diourbel.

***Plan de Restructuration de Guinaw Rails (PRGR)**

Le comité de pilotage a demandé au Sous Programme 2 de s'attaquer au cadre de vie de Guinaw Rails, action sans laquelle tout effort d'investissement serait sans durabilité. C'est ainsi que les études sur la restructuration de Guinaw Rails sont prévues pour un budget annuel de **36.500.000 FCFA**. Les Termes de Référence sont élaborés et transmis au **CNUEH-Nairobi** pour avis en vue d'une consultation restreinte qui sera lancée.

2.1.2. - Sécurité urbaine à Guinaw Rails

Dans le cadre de l'appui institutionnel aux collectivités locales et aux OCB, la stratégie mise en œuvre pour le renforcement de la sécurité urbaine consiste à appuyer les organisations populaires, en collaboration avec les autorités locales et les services de police, dans la recherche d'alternatives pour accroître le niveau de sécurité à Guinaw Rails.

Dans ce contexte, une concertation entre toutes les associations de sécurité de Guinaw Rails, les élus locaux et autorités de la police judiciaire et municipale, a été organisée le 20 août 1999 à l'effet de déterminer un cadre formel d'appui aux associations de sécurité.

Par ailleurs, trois journées de réflexion et un forum regroupant les élus, notables et leaders d'associations et les chefs de ménages (environ 400 personnes) sur la sécurité à Guinaw Rails Nord ont été organisés pour un coût de **605.000 FCFA**. L'objectif poursuivi à travers ces rencontres est d'informer et de sensibiliser les élus, notables et populations de Guinaw Rails Nord sur les actions conduites par les associations de sécurité et la nécessaire participation financière des populations dans la prise en charge des acteurs sécuritaires.

Par ailleurs, le SP2 a participé à une conférence internationale sur la problématique de la sécurité urbaine organisée par Habitat (CNUEH) à Nairobi, au mois d'octobre 1999. Cette institution apportera une contribution financière dans le cadre des activités relatives à la sécurité urbaine à Guinaw Rails.

2.1.2 – Les micro réalisations à Guinaw Rails

La stratégie du programme est d'appuyer les collectivités locales à travers l'élaboration des documents de planification et des programmes d'investissement. Toutefois, en raison d'urgences liées à l'amélioration du cadre de vie des populations, deux (2) actions sont engagées. Il s'agit de :

- l'assainissement du site de Gorée et la mise en place d'un système pérenne de gestion des ordures ménagères,
- la réhabilitation des écoles élémentaires de Guinaw Rails Nord et Sud

• Assainissement du site de Gorée à Guinaw Rails

Le contrat d'exécution du programme d'assainissement du site de Gorée à Guinaw Rails a été signé avec l'ONG AJED depuis le 6 octobre 1999. Les travaux ont effectivement démarré au début du mois de décembre 1999. Le montant de la prestation, d'une durée de 3 mois, se chiffre à **9.808.127 FCFA**.

Il s'agit de procéder à l'enlèvement des ordures localisées dans le site de Gorée qui pose de véritables problèmes d'hygiène et d'assainissement et de mettre en place un système de ramassage impliquant la participation des populations.

Ce programme est sous tendu par des actions de sensibilisation et d'information de manière à ce que les populations puissent prendre soin de leur cadre de vie.

• Réhabilitation des écoles de Guinaw Rails

Le PELCP a signé un protocole de partenariat avec l'ONG Aide et Action le 15 Novembre 1999. Le contrat d'exécution pour la réhabilitation des écoles de Guinaw Rails Nord et Sud, pour un montant de **24.716.481 FCFA**, est actuellement en négociation entre le PELCP et l'ONG.

Au delà de la réhabilitation des écoles, le contrat comprend également l'accompagnement pédagogique, le développement de stratégies d'éducation alternatives et la facilitation d'accès aux fournitures scolaires.

2.1.4. Programme de renforcement de la prévention contre le VIH/SIDA

Les activités menées durant le semestre pour la sous composante VIH/SIDA se sont focalisés sur les aspects suivants :

- L'organisation de cours internationaux
- La tenue de séminaire atelier sur « SIDA et secteur privé »
- L'organisation des semaines Jeunes/Sida et Femmes/Sida,
- La planification des activités de prévention du VIH/Sida

- **Organisation de cours internationaux**

* Le cours international sur la gestion et le fonctionnement des laboratoires dans le contrôle des MST/SIDA dans les pays en développement a été organisé du 8 au 20 février 1999 à Dakar au Sénégal. Il s'agit d'un cours regroupant une quarantaine de participants venant de 30 pays qui ont reçu un enseignement sur la gestion, le rôle, l'organisation ainsi que sur les méthodes d'intervention (périphérique, intermédiaire, référence). Ce cours est destiné aux biologistes responsables de laboratoire de contrôle des MST du Sida dans les pays en développement à un niveau national et régional.

* Le cours international en langue française, consacré à la planification et l'organisation du contrôle des MST dans les pays en voie de développement a également été organisé. Dans sa démarche, ce cours est identique au précédent. Le séminaire a duré 2 semaines et a regroupé une quarantaine de participants de 30 pays pour les former à la planification et à l'organisation des programmes MST/SIDA.

* Le Président du Réseau des ONG de lutte contre le Sida a participé à la 12^{ème} Conférence internationale sur le Sida en Afrique qui s'est tenue au mois de septembre 1999 à Lusaka.

- **Organisation de séminaire / atelier sur le thème SIDA et Secteur privé**

Ce séminaire a regroupé les membres des comités d'entreprise, des sages-femmes et médecins des entreprises partenaires dans la mise en œuvre du plan d'action national Sida et Secteur privé. Il a été question, lors de ce séminaire ayant regroupé une soixantaine de participants au mois d'avril 1999, de faire l'état des lieux relativement à 2 points essentiels :

- le niveau d'exécution des plans d'action « Sida et Entreprise »
- l'implication des médecins privés et des médecins d'entreprises dans la politique d'accès aux ARV (anti-rétro viraux).

- *** Semaine Jeunes/Sida**

- **Organisation de semaines nationales sur le SIDA**

- ***Semaine « Femmes-Sida »**

La semaine Femme-Sida a été organisée au mois de Mai 1999 dans les 10 régions du Sénégal au niveau central, régional et départemental. Les femmes se sont mobilisées pour attirer l'attention sur leur vulnérabilité face à l'épidémie du Sida et la dangereuse tendance qui ramène les femmes à l'égalité avec les hommes dans l'infection à VIH alors qu'au début de l'épidémie elles étaient relativement peu touchées.

Cette semaine constitue un des temps forts dans les mobilisations sociales face à l'infection à VIH. Elle a été organisée dans la période de juillet à août 1999 sur toute l'étendue du territoire et a touché notamment les jeunes du Sénégal regroupés en associations et ONG à travers les écoles, le Ministère de la Jeunesse, l'ONCAV et leCNJS.

- **Mission de planification des activités de prévention du VIH / Sida**

Il s'est agi de planifier les activités du Volet Sida et d'organiser des séances de travail annuelles entre le comité national et les comités régionaux de lutte contre le Sida. La planification des activités du programme s'est fait au mois d'août 1999 avec l'ensemble des partenaires qui font partie du plan d'action Sida. Les missions se sont déroulées avec des membres du PNLS et du Sous Programme 2 dans les régions de Dakar, Saint-Louis, Tambacounda et Diourbel. Elles ont donné lieu à une vingtaine de projets en cours de financement.

2.1.5. Filets de sécurité

Il convient de rappeler que le DAP a privilégié l'appui institutionnel et par conséquent les actions envisagées sont essentiellement institutionnelles. Dans cette perspective, le SP2 a saisi l'occasion du séminaire de concertation avec les Ong et autres partenaires pour créer un cadre de partenariat avec les institutions caritatives pour la prise en charge des populations les plus pauvres de Guinaw Rails dans leur programme d'actions.

Par ailleurs, du fait de l'ancrage des centres de nutrition communautaire (CNC) mis en place par l'AGETIP qui en a installé 9 à Guinaw Rails, le SP2 prévoit de mettre en œuvre un partenariat avec le Projet de Nutrition Communautaire (PNC) en vue d'élargir les moyens destinés aux familles les plus pauvres de Guinaw Rails. Dans ce cadre la concertation avec l'AGETIP se poursuit.

3.2. Développement des capacités d'intervention, d'organisation et de gestion des Organisations Communautaires de Base (OCB).

3.2.1 Identification des OCB

Les activités menées dans ce cadre ont concerné l'élaboration d'un questionnaire d'enquêtes, qui a ensuite été administré à 119 OCB (associations de quartiers, associations fédératives, groupement d'intérêt économique, groupements de promotion féminine, associations sportives et culturelles) de Guinaw RAILS Nord et Sud, 74 OCB de Diourbel et 90 OCB de Tambacounda, en vue de disposer d'une meilleure connaissance du milieu associatif et de son fonctionnement afin de préciser le contour des interventions du Sous Programme 2.

L'exploitation des questionnaires est achevée, et les rapports d'identification par zone d'intervention intégrant la typologie et le classement des OCB, suivant des critères relatifs à la formalisation, à la structuration, au fonctionnement etc., est en cours de finalisation.

3.2.2. Programme de formation des OCB

Suite à l'identification des besoins en formation des OCB, deux sessions de formation ont été organisées sur « la Gestion et l'Administration des Associations ». La session s'est déroulée à Guinaw Rails du 23 au 27 novembre 1999 et a regroupé 35 représentants d'OCB, et à Diourbel du 30 novembre au 4 décembre 1999 au profit de 35 représentants d'OCB.

3.2.3. Appui financier destiné aux OCB

Le DAP n'a pas intégré les activités génératrices de revenus comme levier essentiel dans la lutte contre la pauvreté. Néanmoins, le comité de pilotage a autorisé le Sous Programme à développer des activités de micro finance afin d'aider les populations à créer des revenus par le biais des projets rentables. C'est ainsi que le SP2 a cherché à mettre en place des mécanismes de financement avec le concours de partenaires spécialisés dans la micro finance.

- **Mise en place de mécanismes de micro financement**

Pour le financement des OCB, un protocole d'accord, d'un montant de 50.000.000 FCFA, est en cours de signature avec l'ONG ASACASE pour le financement des OCB porteurs de projets, notamment par l'identification des bénéficiaires, l'étude, le financement et le suivi des projets, ainsi que les recouvrements de prêts.

- **Concertation avec l'African Development Foundation (ADF)**

Des négociations sont en cours entre le PELCP et l'African Development Foundation (ADF), dans la perspective d'un apport de financement de cette institution destiné à l'appui aux OCB. Dans ce cadre, le principe de mettre en œuvre un protocole d'accord entre les deux parties a été arrêté. Ce protocole qui concernera Guinaw Rails, Diourbel et Saint Louis est en cours d'élaboration.

Néanmoins, sur la demande de l'ADF, le SP2 lui a transmis une banque de projets susceptibles d'être financés. Le coût total des projets est estimé à 177.500.000 FCFA pour 255 projets et 710 bénéficiaires.

- **Partenariat avec le Réseau Afrique 2000.**

Un protocole d'accord a été signé entre le PELCP et Réseau Afrique 2000 pour le financement de projets. Le SP2 dispose de 30.000.000 FCFA auprès du Réseau Afrique pour le financement d'activités génératrices de revenus au profit des OCB de Guinaw Rails et Diourbel. L'identification du mécanisme le plus approprié pour le décaissement de ces fonds est en cours au SP2.

3.3. Renforcement des capacités des élus locaux en matière de gestion des collectivités locales

3.3.1 Formation des élus locaux

Sur la base d'une enquête diagnostic effectuée par le SP2 qui a mis en exergue les besoins en formation des élus locaux, deux sessions ont été organisées au profit de 118 élus de Guinaw Rails Nord et Sud, et de Tambacounda. En outre 5 agents municipaux de Tambacounda ont également été formés. Les thèmes et le contenu de cette formation sont relatifs à :

- La politique de décentralisation
- Les finances locales et mobilisation des ressources

3.3.2 Formation des agents municipaux en informatique

Sur demande de la municipalité de Tambacounda, une session de formation en informatique pour 12 agents municipaux, assurée par l'IFP, est réalisée depuis le 16 novembre 1999. Cette formation entre dans le cadre du renforcement des capacités de gestion du personnel municipal par la maîtrise d'outils de gestion opérationnels.

3.3.3 Plans Régionaux de Développement Intégré (PRDI)

Le SP2 appuie actuellement techniquement et financièrement le processus d'élaboration des Plans Régionaux de Développement Intégré (PRDI) de Diourbel et Tambacounda. Les journées de lancement pour l'information et la sensibilisation sur les enjeux de la planification régionale, ainsi que les ateliers de validation du bilan diagnostic ont déjà eu lieu. Le conseil régional de Diourbel a organisé des ateliers départementaux de diagnostic participatif, tandis que celui de Tambacounda a organisé des ateliers d'arrondissement.

Le déroulement des étapes ainsi que la méthodologie de travail sont exposés ci-après :

Région de Tambacounda

Des fiches de pré-diagnostic ont été élaborés pour servir de supports aux travaux de 63 commissions de travail mises en place. Il s'agit de la :

- Commission n°1** qui avait pour mandat de mener une réflexion autour des sous secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des eaux et forêts et de l'environnement
- Commission n° 2** qui avait pour mission de passer en revue les sous secteurs de la santé, de l'éducation et de la formation, et de l'hydraulique rurale
- Commission n° 3** à laquelle il a été assigné d'étudier les sous secteurs de l'artisanat, des télécommunications et des transports terrestres

Pour chaque commission, les participants composés de représentants de communautés rurales, d'organisations communautaires de base, des agents de l'administration et d'ONG ont procédé à l'analyse des fiches de pré-diagnostic socio économique. Au terme de ces ateliers, un rapport pour chaque arrondissement a été élaboré pour servir de base documentaire pour les travaux des commissions sectorielles au niveau régional.

Région de Diourbel

Concernant la région de Diourbel, l'équipe technique régionale a élaboré des rapports diagnostics introductifs sur la situation socio économique des différents Départements ayant servi de base aux travaux d'ateliers. Les commissions de travail ci-après ont été mises en place :

- Commission secteur productif : agriculture, élevage, eaux et forêts.....
- Commission secteur d'appui à la production : transports, hydraulique rurale, télécommunications, banques...
- Commission population, ressources humaines et cadre de vie : santé, éducation, électrification...
- Commission ressources et moyens de financement : finances locales.

Ces différentes commissions ont analysé les atouts et les contraintes de chaque secteur considéré et formulé des solutions. A l'issue des travaux de commission, les documents ont été validés en séance plénière.

3.3.3 Programme d'Investissement d'Urgence de sites ruraux (KAEL et KENIABA)

Sur demande des conseils régionaux de Tambacounda et de Diourbel, deux dossiers spécifiques concernant les arrondissements de **Kéniaba** dans la région de Tambacounda et de **Kael** dans la région de Diourbel ont été élaborés à l'effet de doter ces deux localités de Programmes d'Investissement d'Urgence (PIU), compte tenu de leur situation d'extrême pauvreté liée à des contextes socio géographiques spécifiques.

Les bilans diagnostics ainsi que les propositions stratégiques et opérationnelles pour chacune des localités ont été esquissés par le SP2 appuyé par les services régionaux, suite à des missions d'investigations effectives sur le terrain. Pour Kéniaba l'étude a été restituée aux autorités locales et aux populations au mois de novembre 1999. Quant au projet de programme d'urgence de Kael, la restitution a eu lieu du 8 au 11 décembre 1999 à Diourbel.

◇ PROGRAMME D'INTERVENTION D'URGENCE DE KAEL :

Ce programme couvre la totalité de l'arrondissement de Kael, soit six (6) communautés rurales. Un diagnostic participatif a été effectué au cours du mois d'août 1999 par l'équipe du SP2 appuyé par les Chefs de services régionaux de la région de Diourbel (Aménagement du Territoire, Planification, Expansion rurales) dans ces localités, afin d'identifier les contraintes majeures et de préciser le contenu d'un Programme d'urgence.

Le programme d'urgence, dont les principaux axes d'intervention tournent autour de l'hydraulique rurale, du renforcement des équipements et infrastructures socio-économiques, de la santé, d'un mécanisme d'appui aux initiatives locales, de l'appui institutionnel, est élaboré et fera l'objet d'une restitution au niveau local.

◇ **PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PRIORITAIRES DE KENIABA :**
(POCHE DE LA FALEME)

Ce programme concerne l'Arrondissement de Kéniaba situé dans le Département de Bakel et vise l'objectif d'une meilleure intégration socio économique de cette entité dans le tissu national, au regard de sa position géographique et de son enclavement. Une mission d'identification a été effectuée au mois de juin 1999, composée d'un VNU du SP2 et des Chefs de services régionaux de la Planification et de l'Aménagement du Territoire de Tambacounda, à la suite de laquelle un programme d'investissements a été élaboré.

Les investissements et actions suivants ont été considérés comme prioritaires :

- construction et réhabilitation des forages
- désenclavement de la zone par l'aménagement d'une piste de production et la construction d'ouvrage d'art
- construction d'infrastructures sanitaires
- renforcement des dispositions d'éradication des grandes endémies que sont l'onchocercose et le ver de Guinée,
- diffusion de paquet technique pour améliorer les productions végétales et animales
- renforcement des moyens logistiques et des capacités de l'équipe du CER pour l'encadrement des populations et la planification à la base.

4.1.1. Elaboration du plan de Développement de Quartiers à Tambourouba (PDQ) et à Diourbel

Cette activité de planification a été financée par le PNUD et est déjà engagée à Tambourouba et à Diourbel à partir du 1^{er} décembre par une équipe composée d'un VNU spécialiste en planification et un animateur et d'un des animateurs a permis d'effectuer :

- le diagnostic préliminaire de la situation socio-économique et du niveau d'équipement des zones d'intérêt.

LES ACTIVITES EN COURS D'EXECUTION

Le montage et l'achat des équipements du Quartier de Gourel Djadji par le Maire de la Commune.

4.1.2. Etude sur la restructuration de l'airain à Fatick

Les termes de référence sont de 2.4 millions et ont été soumis à Habitat (CNUEH) le 30 novembre 1999 pour avis. Dès validation des TOR par le CNUEH, l'appel d'offres sera lancé pour l'exécution de l'étude de faisabilité et la conduite des opérations.

4.1.3. Sécurité Urbaine

Dans le cadre de l'appui aux OCB, une convention est en cours le PELCP et le comité de pilotage de la sécurité urbaine à Gourel. Cette convention est en cours et se poursuivra dans la perspective de mettre en œuvre un protocole de partenariat de 23 articles, qui prévoit les formes d'appui (appui en équipement d'alerte, formation des membres du OCB). Joiner à ces OCB exerce des missions de services publics à Gourel, tous les membres du OCB ont leur signature devant intervenir avant la fin décembre 1999.

4.2. Développement des capacités

4.2.1. Formation professionnelle des jeunes

Il est envisagé la formation en atelier de 12 jeunes et 6 chefs d'ateliers qui devaient débiter au mois de décembre 1999. Les financements de l'UNEP pour un montant de 6.200.000 FCFA. Le dossier est complété et sera soumis à la signature de la PELCP pour

4.3. Renforcement des capacités des élus locaux en matière de gestion des collectivités locales

4.3.1. Poursuite du processus d'élaboration des PRDI

- Pour le reste du processus de planification régionale à Tambacounda, il est prévu :
 - L'organisation d'un séminaire de planification par la méthode ZOPP,
 - L'élaboration du Plan.
- Pour Diourbel, l'atelier de synthèse au niveau régional a été tenu avant l'organisation de l'atelier de planification avec la méthode ZOPP.

4.3.2. Elaboration d'un guide simplifié à l'usage des élus locaux

Par ailleurs, un guide simplifié à l'usage des élus est en cours de préparation. Une consultation restreinte a été organisée à cet effet à l'issue de laquelle le cabinet BERED a été adjudicataire. Le projet de contrat sera finalisé et transmis à qui de droit pour sa signature.

5.1. Commentaires des états de suivi budgétaire

Les états budgétaires figurent en annexe du rapport. L'analyse et les commentaires des tableaux financiers sont les suivants :

TRIMESTRE I

LB14 : VNU : le montant budgétisé prend en compte le coût proforma VNU sur deux mois, soit environ 350.000 Frs CFA/mois/VNU. L'écart de 2.525.000 Frs entre en prévision et réalisation s'explique par la prise en service tardif des VNU (Mi-Mars 99 pour la plupart). Cependant les montants effectivement payés pourront être confirmés par le PNUD qui règle directement les salaires.

LB 32.02 : l'écart négatif de 233.000 Frs correspond au coût de la cérémonie de lancement du SP2 non budgétisé à l'époque.

TRIMESTRE II

LB 17.00 : Experts Nationaux : L'écart négatif de 566.665 Frs s'explique par le salaire partiel perçu par l'Expert Sociologue au titre de Mai 99 alors qu'il était budgétisé pour le mois de juin 1999 seulement.

TRIMESTRE III

L.B 13.00 : L'écart de 786.000 Frs s'explique par le non-recrutement de 02 chauffeurs prévus pour la conduite du véhicule des VUN et celle du véhicule supplémentaire (cf. LB 4601 : Achats extérieurs 34.300.000 Frs CFA) :

LB 14.0 : VNU : l'écart de 2.350.000 Frs correspond en partie au départ d'une VNU au mois d'août 1999.

LB 17.50 : L'écart négatif de 585.000 Frs est théorique puisqu'il résulte du fait que cette ligne ne figurait pas au budget 99 en tant que telle mais, était plutôt intégrée dans le LB 20.00 (Sous Contrat)

LB 20.00 : Cette ligne intègre aussi bien les sous contrats proprement dits que les LB 7101 et 7201 (Micro crédits ou micro réalisations). Ce qui la fait passer de 58.250.400 Frs à 148.254.400 Frs CFA.

LB 43.01 : L'écart de 2.490.500 Frs provient de la non-réalisation de travaux de cloisonnements des locaux pour augmenter le nombre de bureaux qui restent insuffisants.

LB : 4601 : 14.300.000 Frs. Cette réalisation correspond à l'achat d'un véhicule Suzuki destiné aux VNUS sur leur budget. Le montant réel de l'achat reste cependant à déterminer (cf. Chargé de Programme VNU au PNUD).

5.2. Recommandations

- 1 Il y a lieu d'accorder une certaine autonomie administrative et financière au Sous Programme 2, surtout en raison de son éloignement du Centre Ville pour assurer directement l'entretien de son parc automobile à partir de Pikine, par système de bon de commande signé par l'Expert Conseiller et du Coordonnateur du Sous Programme 2 seulement
- 2 Elaborer et mettre à la disposition des Sous Programmes, sous forme d'annexe au Manuel de Procédures administratives et financières, un barème des taux de prises en charge ainsi que les diverses dépenses éligibles aux ressources financières du PELCP.
- 3 Préciser les délais de régularisation des avances de fonds pour les bénéficiaires hors programme.
- 4 Porter le montant de la Petite Caisse de 100.000 Frs à 200.000 Frs CFA conformément au plafond fixé par le Manuel afin de prendre en charge directement et rapidement le maximum de menues dépenses.
- 5 Pour une amélioration du suivi budgétaire, la Coordination du PELCP devrait veiller à la transmission rapide des justificatifs de règlement qu'il effectue au profit des Sous Programmes afin de permettre à l'AAF concerné de comptabiliser les opérations à temps.
- 6 Nous suggérons aussi que l'AAF du SP5 établisse périodiquement un relevé exhaustif des décaissements ou prestations effectuées pour le compte de chaque Sous Programme accompagné des pièces justificatives, de manière à permettre à son collègue d'effectuer un travail de rapprochement comptable.
Ces suggestions restent valables pour ce qui est des dépenses payées directement par le PNUD dont nous ignorons le plus souvent le montant (VNU – chauffeurs, prise en charge des voyages à l'étranger etc.).
8. Les demandes de financement qui parviennent à la coordination devraient être traitées dans un délai de 48h maximum afin de permettre au requérant de prendre à temps les dispositions nécessaires. A défaut de réponse l'AAF du Sous Programme devrait être informé au moins de la suite donnée aux requêtes en instance.

ANNEXE 1

EXECUTION BUDGETAIRE

Gouvernement du Sénégal

Programme des Nations Unies pour

MEFP

le Développement(PNUD)

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SEN/97/003

SOUS PROGRAMME 2 : Amélioration des Conditions de Vie des Populations

Suivi budgétaire au 1er TRIMESTRE 1999

Ligne budgétaire	Description	Prévu	Réalisé	Ecart
13.00	Appui administratif	5 403 400	5 403 400	-
14.00	VNU	4 900 000	2 375 000	2 525 000
15.00	Deplacements interieurs	772 200	772 200	-
17.00	Experts nationaux	6 849 750	6 849 750	-
20.00	Sous contrat	-	-	-
32.01	Voyages d'études	-	-	-
32.02	Séminaires et formations	-	233 000	- 233 000
43.01	Réaménagement locaux	5 577 330	5 577 330	-
45.01	Equipements non fongibles	16 871 783	16 871 783	-
45.02	Equipements fongibles	100 000	20 070	79 930
46.01	Achats extérieurs	-	-	-
51.01	Entretien/Maintenance/Carbur/Assur	5 000 000	4 556 690	443 310
52.01	Rapports	-	-	-
53.01	Divers	542 070	542 070	-
TOTAL		46 016 533	43 201 293	2 815 240

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
SEN/97/003

SOUS PROGRAMME 2 :Amélioration des Conditons Vie des Populations

Suivi budgétaire au 2ième TRIMESTRE 1999

Ligne budgétaire	Description	Prévu	Réalisé
13.00	Appui administratif	6 606 000	6 606 000
14.00	VNU	7 350 000	4 250 000
15.00	Déplacements intérieurs	13 955 233	3 278 070
17.00	Experts nationaux	7 849 750	8 416 415
17.50	Consultants nationaux	-	-
20.00	Sous contrats	58 250 400	-
32.01	Voyages d'études	5 334 666	-
32.02	Séminaires et formation	39 098 667	-
43.01	Réaménagement locaux	500 000	-
45.01	Equipements durables	250 000	-
45.02	Equipements fongibles	3 000 000	1 169 424
46.01	Achat extérieurs	-	-
51.01	Entretien/Maitenance/Carburant	3 996 250	280 368
52.01	Rapports	1 000 000	-
53.01	Divers	3 500 000	604 006
99.00	TOTAL	150 690 966	24 604 283

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SEN/97/003

SOUS PROGRAMME 2: Amélioration des Conditions de Vie des Populations**Suivi budgétaire au 4^{ème} Trimestre 1999**

Ligne budgétaire	Description	Prévu	Réalisé	Ecart
13.00	APPUI ADMINISTRATIF	7 392 000	6 276 000	1 116 000
14.00	VNU	7 350 000	4 500 000	2 850 000
15.00	Déplacements intérieurs	13 955 000	9 516 035	4 438 965
17.00	Experts Nationaux	9 849 750	9 849 750	0
17.50	Consultants nationaux	0	7 004 750	-7 004 750
20.00	Sous contrats	148 250 400	13 091 963	135 158 437
32.01	Voyages d'études	19 334 667	2 950 110	16 384 557
32.02	Séminaires et formations	39 098 667	27 302 372	11 796 295
43.01	Réaménagement locaux	0	302 000	-302 000
45.01	Equipements non fongibles	0	0	0
45.02	Equipements fongibles	3 500 000	3 122 570	377 430
46.01	Achats extérieurs	20 000 000	0	20 000 000
51.01	Entretien/Maintenance/Carburant/Ass	3 996 250	2 181 915	1 814 335
52.01	Rapports	1 000 000	0	1 000 000
53.01	Divers	3 500 000	872 129	2 627 871
99	TOTAL	277 226 734	86 969 594	190 257 140

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SOUS PROGRAMME 2 : Amélioration des Conditions de Vie des Populations

Suivi budgétaire au 3er Trimestre 1999

ligne budgétaire	Description	Prévu	Réalisé	Ecart
13.00	Appui administratif	7 392 000	6 606 000	786 000
14.00	VNU	7 350 000	5 000 000	2 350 000
15.00	Déplacements Intérieurs	13 955 233	5 674 650	8 280 583
17.00	Experts nationaux	9 849 750	9 849 750	-
17.50	Consultants Nationaux	-	585 000	- 585 000
20.00	Sous contrat	148 250 400	-	148 250 400
32.01	Voyages d'études	1 334 667	-	1 334 667
32.02	Séminaires et formations	39 098 667	24 497 199	14 601 468
43.01	Réaménagement locaux	3 000 000	509 500	2 490 500
45.01	Equipements durables	-	-	-
45.02	Equipements fongibles	3 500 000	3 618 122	- 118 122
46.01	Achats extérieurs	14 300 000	14 300 000	-
51.01	Entretien/Maintenance/Carburant/A	3 996 250	1 139 814	2 856 436
52.01	Rapports	1 000 000	-	1 000 000
53.01	Divers	3 500 000	1 371 738	2 128 262
TOTAL		256 526 967	73 151 773	183 375 194

Programme des Nations Unies
pour le Développement(PNUD)

Gouvernement du Sénégal

MEFP

PROGRAMME ELARGI DE LUTTECONTRE LA PAUVRETE

SEN/97/003

SOUS PROGRAMME 2 : Amélioration des Conditions de Vie des Populations

RAPPORT d'exécution financière budget 1999(TRIMESTRE I-II-III- IV /1999)

Ligne budgétaire	Description	Budget global 1999	Cumul réalisations	Ecart cumulé(Disponibilités)
13.00	Appui administratif	26 793 400	24 891 400	1 902 000
14.00	VNU	26 950 000	16 125 000	10 825 000
15.00	Déplacements intérieurs	42 637 900	19 240 955	23 396 940
17.00	Experts nationaux	34 399 000	34 965 665	566 665
17.50	Consultants nationaux	-	7 589 750	7 589 750
20.00	Sous contrats	354 751 200	13 091 963	341 659 237
32.01	Voyages d'études	26 003 999	2 950 110	23 053 889
32.02	Séminaires et formation	117 296 001	52 032 571	65 263 430
43.01	Réaménagements locaux	9 077 330	6 388 830	2 688 500
45.01	Equipements durables	17 121 783	16 871 783	250 000
45.02	Equipements fongibles	10 100 000	7 936 186	2 169 814
46.01	Achats extérieurs	34 300 000	14 300 000	20 000 000

51.01	Entretien/Maintenance/Assurances	16 988 750	8 158 787	8 829 963
52.01	Rapports	3 000 000	-	3 000 000
53.01	Divers	11 042 070	3 389 943	7 652 127
99.00	TOTAL GENERAL	730 461 433	227 932 943	502 534 485

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SEN/97/003

SOUS PROGRAMME 2 :Amélioration des Conditions de Vie des Populations**BUDGET PREVISIONNEL AN 2000**

LB	Description	Montant
13.00	Appui administratif Gouvernement Unops	24 156 400 9 039 000
13.99	Sous Total	33 195 400
14.00	VNU	29 400 000
15.00	Déplacements intérieurs	43 667 800
16.00	Missions évaluation	5 000 000
17.00	Experts nationaux	45 308 856
17.50	Consultants nationaux	22 043 000
17.99	Sous total	67 351 856
20.00	Sous contrats	294 105 387
2101	Sous contrats SP2	114 250 000
2102	Sous contrat SIDA	408 355 387
20 .99	Sous total	
30.00	Formation et voyages	45 060 000
3201	Voyages d'études	171 882 800
3202	Séminaires et formation	216 942 800
39.99	Sous total	
40.00	Equipements	2 000 000
4301	Réaménagement locaux	2 500 000
4501	Equipements non fongibles	12 000 000
4502	Equipements fongibles	48 786 129
4601	Achats extérieurs	65 286 129
49.99	Sous total	
50.00	Fonctionnement	19 100 000
5101	Entretien/Mainten/Carburant	4 000 000
5201	Rapports	6 020 000
5301	Divers	29 120 000
59.99	Sous total	898 319 372
99.00	TOTAL GENERAL	

Gouvernement du Sénégal

Programme des Nations Unies

MEFP

pour le développement (PNUD)

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

SEN/97/003

SOUS PROGRAMME 2 : Amélioration des Conditions de Vie des Populations

BUDGET 1998 2000

LB	Description	TOTAL	1 998	1 999	2 000
13	Appui administratif Gouvernement	42 143 333	2 471 333	19 206 000	24 156 400
	Unops	14 776 800	262 000	5 685 400	9 039 000
1399	Sous total	56 920 133	2 733 333	24 891 400	33 195 400
14.00	VNU	53 900 000		16 125 000	29 400 000
15.00	Déplacements intérieurs	85 797 400	521 600	19 240 955	43 667 800
16.00	Mission évaluation	5 000 000		-	5 000 000
17.00	Experts nationaux	77 897 750	8 316 500	34 965 665	45 308 856
17.50	Consultants nationaux			7 589 750	22 043 000
17.99	Sous total	77 897 750	8 316 500	42 555 415	67 351 856
20.00	Sous contrats	454 751 200	-	13 091 963	408 355 387

30.00	Formation et voyages d'études					
	3201 Voyages d'études	52 007 998	-	2 950 110	45 060 000	
	3202 Séminaires et formations	180 894 084	1 875 000	52 032 571	171 882 800	
39.99	Sous total	232 902 082	1 875 000	54 982 681	216 942 800	
40.00	Equipements					
	4301 Réaménagement locaux	11 187 080	2 109 750	6 388 830	2 000 000	
	4501 Equipements non fongibles	47 069 137	24 947 354	16 871 783	2 500 000	
	4502 Equipements fongibles	25 100 000	-	7 936 186	12 000 000	
	4601 Achats extérieurs	70 913 398	36 613 398	14 300 000	48 786 129	
49.00	Sous total	154 269 615	63 670 502	45 496 799	65 286 129	
50.00	Fonctionnement					
	5101 entretien/mainten/carburants	51 159 750	171 000	8 158 787	19 100 000	
	5201 Rapports	9 000 000		-	4 000 000	
	5301 Divers	31 042 070		3 389 943	6 020 000	
59.99	Sous total	91 201 820		11 548 730	29 120 000	
99.00	TOTAL GENERAL	1 212 640 000	86 387 685	227 932 943	898 319 372	

Taux du dollars : 650 frs cfa

Budget global du Sous Programme 2:

1.865.600\$